

Facteurs explicatifs de la faiblesse de l'entrepreneuriat coopératif féminin au Maroc : Cas de la région de Casablanca-Settat

Hasna MHARZI¹, Abdellah ZERHOUNI²

¹ Laboratoire GESIAS, Université Hassan II de Casablanca, Email: hasnamharzi@univh2c.ma

² Laboratoire GESIAS, Université Hassan II de Casablanca, Email: zerhouni.ab@gmail.com

RESUME

Les chercheurs et les organismes internationaux s'accordent à reconnaître que l'entreprise coopérative est le type d'organisation le mieux adapté pour combattre et réduire la pauvreté et l'exclusion sous toutes leurs formes. Elle peut ainsi constituer un moyen d'autonomisation et d'émancipation de la femme marocaine.

Les statistiques montrent que les coopératives sont majoritairement créées par des femmes rurales. L'objectif de cet article est d'explorer les facteurs qui dissuadent les citadines de la région Casablanca-Settat de franchir le pas vers l'entrepreneuriat coopératif. Pour ce faire, nous avons adopté une méthodologie qualitative (focus groups et entretiens) qui s'inscrit dans une voie inductive d'exploration.

De cette étude, il ressort que les facteurs qui expliquent la faiblesse de l'entrepreneuriat coopératif sont d'abord culturels et reflètent particulièrement la situation du contexte d'affaires de ces femmes en économie sociale et solidaire. De plus, les parties prenantes des coopératives telles que l'administration publique, la banque, la famille, et le marché, sont des structures sociales dont la performance est conditionnée par les motivations des gens qui les conduisent.

Mots clés : entrepreneuriat féminin, coopérative, motivations, obstacles.

ABSTRACT

Researchers and international organizations believe that cooperative enterprise is the best type of organization to reduce poverty and social and economic exclusion. It can therefore be a means of empowerment and emancipation for Moroccan women.

Statistics show that cooperatives are mostly created by rural women. The purpose of this paper is to explore key factors that discourage women in the Casablanca-Settat region from creating cooperatives. This study took an exploratory outlook and a qualitative approach (focus groups and interviews).

The findings of this paper confirm that the factors that dissuade women from creating cooperatives are primarily of cultural nature and particularly reflect the business situation of these women within a social and solidarity economy context. In addition, the performance of cooperatives' stakeholders (public administration, banking, family, market) is conditioned by the motivations of the people managing them.

I. Introduction

Après l'indépendance des pays en voie de développement, le Maroc fut l'un des pays qui se sont interrogés sur le chemin de développement et les moyens qui permettent de réduire son écart de niveau de vie.

Cette problématique nous conduit vers un ancien débat de fond sur les fondements du développement économique, entre Karl Marx qui accorde le *prima* aux facteurs matériels à travers le fameux concept du *Matérialisme Historique*, et Max Weber qui accepte également l'utilité des facteurs matériels sous réserve de donner toutes les priorités aux éléments immatériels, à savoir la culture, normes de conduite, systèmes de valeurs et représentations sociales.

Cette liaison si compliquée entre les facteurs matériels et immatériels avait produit également une pléthore d'études empiriques sur l'une des questions cruciales du développement et qui représente, en effet, l'un des objectifs du développement durable (ODD) à savoir l'égalité des genres en matière d'éducation et d'emploi, et qui a un impact positif sur la croissance économique (Loko et Diouf, 2009 ; Dollar et Gatti, 1999; Cuberes et Teignier, 2012).

Dans cette perspective, nous constatons que, malgré les efforts déployés par les institutions marocaines au niveau de la promotion de l'égalité des sexes, le taux d'activité des femmes est en régression tendancielle, passant de 28.1% en 2000 à 25.1% en 2013 et 22,2% actuellement. Or, dans le reste du monde, la proportion de femmes dans l'emploi salarié hors secteur agricole a augmenté de 35% en 1990 à 41% en 2015.

De nombreux acteurs, dont l'Alliance coopérative internationale (ACI), les Nations Unies (ONU) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) s'accordent à reconnaître que l'entreprise coopérative est le type d'organisation le mieux adapté pour combattre et réduire la pauvreté et l'exclusion sous toutes leurs formes. Elle peut ainsi constituer un moyen d'autonomisation et d'émancipation de la femme marocaine.

À l'occasion de la Journée internationale des coopératives, le 2 juillet 2016, le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a déclaré : « J'exhorte les gouvernements à créer un environnement porteur où les coopératives puissent prospérer et croître. Tirons parti de la force des coopératives pour réaliser les objectifs de développement durable et instaurer un monde de dignité où chacun ait ses chances.

Au Maroc, les pouvoirs publics soutiennent institutionnellement les coopératives depuis les années 60, mais le secteur coopératif n'a pas pu évoluer qualitativement. Ceci est dû à plusieurs obstacles dont les principaux sont énumérés par Abdelkrim Azenfar, directeur de l'Office du développement de la coopération (Odco) : l'absence d'études d'opportunité avant la constitution des coopératives, la forte dépendance à l'égard de l'État, le manque de

créativité et d'innovation, le faible niveau d'instruction des membres, le manque de valorisation des produits (problèmes de conditionnement, d'emballage, de marketing, etc.), les difficultés d'accès aux circuits modernes de commercialisation, la faible structuration des coopératives en unions (6,5 % uniquement), le déficit d'études sur le secteur coopératif, la multiplicité des intervenants, la complexité des procédures administratives, etc (Marañón-Pimentel, 2015).

Selon les statistiques de l'Office de développement de la coopération, le secteur coopératif a connu une évolution appréciable, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre des coopératives passant de 4.827 en 2004 à 15735 en 2015 dont 2140 coopératives féminines. Ces coopératives sont majoritairement créées par des femmes rurales.

Notre problématique peut être formulée ainsi : « **Quels sont les facteurs qui dissuadent les femmes de la région Casablanca-Settat de franchir le pas vers l'entrepreneuriat coopératif ?** »

Pour répondre à notre problématique nous avons adopté une méthodologie qualitative afin d'explorer les fondements socio-culturels qui bloquent les initiatives dans la coopérative féminine à travers des entretiens semi-directifs et des focus groups auprès d'adhérentes de coopératives de femmes.

Dans la première partie conceptuelle de cet article, nous allons définir les concepts de base : économie sociale et solidaire, entrepreneuriat et coopérative, avant de dresser l'état des lieux de l'entrepreneuriat coopératif féminin au Maroc. Dans la seconde partie, nous présenter la méthodologie adoptée, ses objectifs sa justification et sa conduite sur le terrain. La dernière partie est consacrée à la présentation et à la discussion des résultats.

II. DEVELOPPEMENT

2.1. Cadre théorique de l'étude

2.1.1. Entrepreneuriat coopératif féminin

L'entrepreneuriat social est un concept de plus en plus utilisé pour décrire un mouvement qui marque une évolution dans le champ de l'économie sociale, à son service ou à son détriment selon le point de vue adopté.

Nous évoquons brièvement les définitions des concepts : **économie sociale et solidaire, entrepreneuriat et coopérative**. Nous pourrions ensuite mieux situer la notion d'entrepreneuriat féminin en économie sociale.

➤ L'économie sociale et solidaire

Le Maroc s'est doté d'une stratégie nationale pour le développement de l'économie sociale (2010-2020) dont l'objectif est de faciliter l'émergence d'une économie sociale et solidaire performante et structurée, capable de jouer pleinement son rôle dans la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion et améliorer la visibilité du secteur. L'économie sociale et solidaire est l'ensemble des initiatives économiques cherchant à produire des biens ou des

services, à consommer et à épargner autrement, de manière plus respectueuse de l'Homme, de l'environnement et des territoires.

Selon le mode d'organisation, ces initiatives sont, en général, menées dans le cadre : de coopératives, d'associations, de mutuelles, de fondations, ou tout autre type d'organisation respectant les valeurs de l'économie sociale.

➤ **L'entrepreneuriat féminin comme base de l'économie sociale**

L'entrepreneuriat féminin est le *« processus par lequel une femme ou un groupement de femmes crée ou développe majoritairement une structure économique et sociale comprenant des moyens matériels et financiers et une ou plusieurs personnes travaillant de manière organisée pour fournir des biens ou des services destinés au marché (clientèle) en vue de réaliser un bénéfice »* (Fatimatou, B., 2009).

L'entrepreneuriat en économie sociale peut être considéré comme une posture ou une façon d'envisager sa contribution au monde du travail par le démarrage ou l'expansion d'une entreprise collective ou d'un projet collectif. Par conséquent, la posture entrepreneuriale en économie sociale englobe les caractéristiques typiques de l'entrepreneur privé mais se distingue surtout par la dimension collective de l'action. C'est le cas notamment des coopératives (Dufrense, C., 2015).

➤ **Les coopératives**

Selon l'OIT, une coopérative se définit comme « une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement ».

Au Maroc, les coopératives sont régies par la loi 112-12 promulguée par le dahir n° 1-14-189 du 21 novembre 2014, publiée au Bulletin Officiel n° 6318 du 18 Décembre 2014.

L'objectif de la loi 112-12 est la simplification de la procédure de création des coopératives. Ainsi, l'obligation de l'obtention d'un agrément a été supprimée et le capital minimum pour leur constitution est fixé à 1 000 dirhams.

Parmi les autres nouveautés du texte de loi est l'obligation d'effectuer des enregistrements dans le « registre des coopératives ». Il est « constitué d'un registre central, tenu par l'Office de développement de la coopération, et de registres locaux tenus par les secrétariats-greffes des tribunaux de première instance » (article 9). Il permettra de « conserver les dossiers des coopératives, de diffuser les informations afférentes et vulgariser leur activité auprès des tiers ».

2.1.2. Entrepreneuriat coopératif féminin au Maroc : états des lieux

➤ **Évolution du secteur coopératif**

Le secteur coopératif enregistre une dynamique de plus en plus importante au niveau mondial, contribuant à l'auto-emploi et à la création de richesse, avec un ancrage territorial

diversifié. Le Maroc n'échappe pas à cette dynamique. En effet, une effervescence a été observée entre 2005 et 2015.

Seize ans après le dernier recensement général des coopératives (1998), l'ODCO a réalisé un recensement général des coopératives et unions des coopératives au Maroc en 2014.

En 20 ans, le nombre de coopératives a quadruplé, passant de 2.986 en 1998 à plus de 25.000 actuellement (à fin 2019).

Les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat, de l'habitat et du commerce sont prédominants (tableau 1).

Tableau 1 : Coopératives par secteur en 2019

Secteur	Nombre	Adhérents
AGRICULTURE	17 582	406 542
ARTISANAT	4 939	49 183
HABITAT	1 200	50 907
ARGANE	540	9 565
FORETS	393	11 270
DENREES ALIMENTAIRES	415	3 347
PLANTES MEDICINALES ET AROMATIQUES	385	6 872
PECHE	427	7 106
ALPHABETISATION	300	2 089
TRANSPORT	121	2 089
COMMERCEANTS DETAILLANTS	473	3 474
CONSOMMATION	43	6 868
EXPLOITATION DES CARRIERES	61	1 566
MAIN D'OEUVRE	40	396
TOURISME	155	885
TRAITEMENT DE DECHETS	68	691
CENTRES DE GESTION	26	175
IMPRIMERIE-PAPETERIE	40	216
MINES	9	264
TELECOMMUNICATION	12	72
ART ET CULTURE	24	151
COMMERCE ELECTRONIQUE	9	48
Total	27 262	563 776

Source : <http://www.odco.gov.ma/fr/content/situation-au-31-d%C3%A9cembre-2019>

Nous pouvons noter aussi d'autres types de coopératives qui sortent du commun et qui se sont imposées dans le tissu de l'économie solidaire. Dans une interview accordée au journal Aujourd'hui le Maroc, Abdelkrim Azenfar, directeur de l'Office du développement de la coopération (Odcoc) a cité quelques exemples :

- La coopérative At-Tawaffouk qui œuvre dans le tri des déchets ménagers a été créée à la décharge du site d'Oum Anza à Rabat. Cette coopérative a permis aux chiffonniers ("mikhala" en darija), d'améliorer leurs conditions de travail alors qu'ils travaillaient pour la plupart dans le secteur informel. "Près de 150 personnes sont membres, dont 22 femmes", fait savoir l'article de la Banque mondiale. "Nous touchons, chacun, un salaire

mensuel de 2.620 dirhams", a assuré Yassine Mazzout, président de la coopérative At-Tawaffouk.

- dans le cadre de l'INDH , la coopérative Ancienne Médina àCasablanca qui a acquis 16 vélos-taxis devant servir pour les balades touristiques dans l'enceinte de l'ancienne médina de Casablanca.

Il est à noter que ces coopératives sont à 95 % féminines. En fait, l'entrepreneuriat féminin en coopératives constitue un tournant important dans la société marocaine, permettant aux femmes d'avoir l'autonomie financière et plus de pouvoir dans la prise de décision (Ahrouch. S., 2010).

➤ **Les coopératives des femmes**

Selon les statistiques de l'Office de développement de la coopération, le secteur coopératif a connu une évolution appréciable, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre des coopératives passant de 4.827 en 2004 à 15735 en 2015 dont 2140 coopératives féminines. Les secteurs de l'agriculture (40%), l'artisanat (35%) et la collecte et la transformation d'argan (18%) s'accaparent la part du lion.

Les chercheurs marocains (Ahrouch S., 2011 ; Attouch H. et Nia H., 2015 ; Benmahane M. et Rabhi D., 2015) sont unanimes au niveau des constats suivants :

- Une augmentation exponentielle du nombre des coopératives notamment celles féminines. Le nombre de coopératives sera amené à croître avec l'adoption de la loi 112-12 ;
- Les coopératives sont majoritairement créées par des femmes rurales ;
- La première région économique à savoir la région Casablanca-Settat est classée parmi les dernières en termes de nombre de coopératives et d'adhérents ;
- Les secteurs porteurs sont absents.

2.2. Méthodologie

2.2.1. Objectifs de l'étude

Dans la première partie de ce papier, nous avons tenté d'apporter un éclaircissement sur le concept de l'entrepreneuriat coopératif et présenté un état des lieux de sa situation au Maroc. Nous souhaitons dans cette deuxième partie découvrir, dans un premier temps, le milieu des coopératives de la région Casablanca-Settat afin d'observer de façon approfondie leurs pratiques et mener par la suite des entretiens semi-directifs et focus groups pour revenir finalement et animer une véritable discussion scientifique et dégager des hypothèses susceptibles d'être vérifiées dans un autre travail empirique (Dumez. H., 2010).

Nous nous inspirons d'Albert O.HIRSCHMAN qui dit qu' « *une idée n'a de valeur que si elle dégage le sens d'une expérience immédiate, son point de départ est l'observation analytique des éléments de cette expérience* »

Et comme dans tout travail de recherche en sciences sociales, la distance entre le questionnement, le positionnement épistémologique et la rigueur de la démarche mobilisée

peuvent engendrer des débats et réflexions pertinents, enrichissants, lesquels, autrefois, étaient inutiles.

Afin d'éviter une telle confusion, nous trouvons qu'il est extrêmement important d'apporter un éclaircissement sur notre démarche méthodologique ainsi que sa pertinence.

2.2.2. Réalisation de l'étude

Nous avons opté pour un positionnement épistémologique interprétatif qui reflète largement l'esprit qui anime notre intention de recherche et communication et qui n'est qu'une première exploration des facteurs expliquant la faiblesse de l'entrepreneuriat solidaire.

Pour ce faire, nous avons choisi une méthodologie qualitative (focus groups et entretiens) qui s'inscrit dans une voie inductive d'exploration, reconnue par la communauté scientifique pour sa valeur pratique.

Au niveau des observations, nous avons choisi de travailler sur des études de cas multiples et dans cette perspective, nous soulignons qu'il est indispensable de prendre en compte les considérations ci-dessous :

- La communauté scientifique reconnaît l'apport scientifique de l'étude de cas multiples dans l'examen approfondi des phénomènes en tant qu'étape préalable à une vérification empirique (Fortin. M.- F., 2010).
- Néanmoins, des critiques sur la crédibilité de cette technique demeurent importantes (Deschenaux. F., 2013):
 - ✚ Le choix erroné d'un cas remet en cause la scientificité des résultats ;
 - ✚ La fidélité dans l'interprétation reste un exercice difficile et peut conduire à des biais d'analyse possibles ;
 - ✚ Les informations dépendent directement de la personne qui les fournit (le déclaratif) ;
 - ✚ Les mêmes données peuvent avoir, parfois, plusieurs lectures possibles.

Grille d'entretien pour les adhérentes des coopératives

Axe 1 : Les motivations à entreprendre dans une coopérative

1. Qu'est-ce qui vous a motivées à créer votre entreprise ?
2. Pour quelles raisons avez-vous opté pour le modèle coopératif ?

Axe 2 : Les défis entourant l'entrepreneuriat coopératif féminin

1. Quelles sont les difficultés rencontrées quand on décide d'entreprendre en économie sociale ? (Préciser démarrage vs expansion si cela est amené par les participantes) (Nous souhaitons les entendre, notamment, sur la question du financement des projets, le réseautage, la gouvernance, leur « capacité » à vendre leur projet et établir des partenariats, la gestion financière etc.)
2. Pour lancer votre projet d'affaires, avez-vous fait une demande de financement ? (prêt ou subvention) Si oui, auprès de quelle(s) organisation(s) ? Celle-ci a-t-elle été faite au moment du démarrage ou lors du développement de la coopérative ? Comment ça s'est passé ? Quels apprentissages/expériences en avez-vous tirés ?
3. Avez-vous rencontré des obstacles particuliers ? Ou inversement, y a-t-il des éléments qui vous ont particulièrement aidées ?
4. En général, quelles sont les conditions familiales qui empêchent les femmes de se lancer dans l'entrepreneuriat coopératif ?
5. En général, quelles sont les raisons tenant à l'entrepreneuriat coopératif qui empêchent les femmes de se lancer dans ce genre d'expérience ?

Présentation des coopératives

Nous avons choisi de mener deux entretiens et deux focus groups avec quatre coopératives afin d'explorer non seulement les freins qui bloquent leur développement mais également les différents découragements et mécontentements qui se diffusent et représentent par la suite une véritable barrière à l'entrée. Suite à la demande des interviewées, nous allons garder l'anonymat de ces coopératives.

	Chiffre d'affaires	Effectif (y compris les associées)	Ancienneté	Secteur d'activité	Région d'implantation(Quartier) Région Casablanca
Cas 1 Entretien	Non déclaré	5 à 50 (selon les saisons)	6 ans	L'artisanat (Tapis et Jellabas traditionnelles)	Ancienne médina
Cas 2 Entretien	Non déclaré	8 à 25 (selon les saisons)	1ans	Pâtisserie – traiteur	Hay sedri
Cas 3 Focus Group	Non déclaré	11	5 mois	Couturière traditionnelle	Nouacer
Cas 4 Focus Group	Non déclaré	5	3 mois	Couturière moderne	Derb Ghalef

2.3. Présentation et interprétation des résultats

2.3.1. Motivations de l'entrepreneuriat coopératif

Cette première question porte sur les premières motivations qui animent l'action entrepreneuriale féminine en économie sociale et solidaire. Nous signalons à ce niveau que le taux d'activité des femmes au Maroc enregistre une tendance baissière.

Ces femmes travaillaient dans le secteur informel avant la création de leurs coopératives. Les expériences professionnelles varient entre 8 ans et 28ans. Nous parlons ici d'un élément révélateur qui prouve l'existence d'un circuit informel qui bloque leur avancement.

- La création d'une coopérative selon ces femmes était imposée parfois par le marché (demande de facture, paiement par chèque) ou suite à la participation à un évènement (les rencontres organisées par le ministère de l'artisanat, associations...) ce qui les a motivées à prendre une telle décision.
- L'envie de travailler et de réaliser des progrès dans sa vie est confirmée comme motivation de base. Toutefois, la contrainte matérielle représente un élément déterminant dans le développement de l'idée entrepreneuriale. L'une des interviewées disait : « on travaille pour manger et non pas pour épargner »

- L'une des adhérentes de la coopérative dar Nssij (tissage), confirme qu'elle a commencé le métier « snaa » à l'âge de 7ans. Elle aime son métier au point qu'elle rêve parfois des tapis en cours de préparation, ceci montre un amour profond à l'égard du métier qui est à la base un travail artistique.

2.3.2. Raisons du choix du mode coopératif

Nous avons essayé de cerner les spécificités qui rendent cette forme d'entrepreneuriat plus accessible aux femmes par rapport aux autres initiatives telles que l'entreprise ou encore l'association.

- La tendance montre que l'esprit solidaire de la coopérative explique largement ce choix « la coopérative c'est coopérer¹ ».
- Ces femmes ont également insisté, de manière spontanée, sur l'idée selon laquelle : la création d'une entreprise dépasse largement leurs moyens techniques et financiers, ce qui prouve largement leur ignorance et manque d'informations sur la création de l'entreprise ! (CRI, domiciliation, imposition fiscale...)
- La disponibilité des fonds fournis actuellement par le bureau de coopération est un élément révélateur, selon une femme interviewée.

2.3.3. Les défis de la création de la coopérative

À ce niveau, nous avons tenté d'explorer de manière générale les problèmes que les adhérentes rencontrent après la création de leurs coopératives pour en déduire par la suite des questions plus pointues :

- Deux coopératives récemment créées expliquent que les administrations publiques (les communes) et les banques ne sont pas informées sur les changements apportés par la loi 112. Ainsi, la création de leurs coopératives s'est déroulée dans des conditions extrêmement difficiles. Autrement dit, les adhérentes devaient informer à chaque fois les responsables concernés des changements avec toutes les tensions que ceci générerait. Un responsable (Caid)² disait à une femme : « nous n'avons jamais connu de coopérative dans cette région, vous devez nous dire d'abord d'où vous avez eu l'idée ? »
- Ces femmes parlent également d'un élément fondamental qui bloque l'entrepreneuriat. C'est la peur de donner sa carte d'identité nationale, le jour de l'enregistrement auprès du tribunal.

2.3.4. La commercialisation des produits de la coopérative

La commercialisation est l'un des éléments qui conditionnent la réussite de n'importe quelle activité à but lucratif. Notre objectif, en posant cette question, était d'abord d'explorer les circuits de commercialisation des produits des coopératives :

¹ Traduction de l'expression : taawonia hya taaawoon

² Le responsable insistait sur le fait que ces femmes devaient l'informer avant la création de leur coopérative, ce qui n'est rien qu'un abus de pouvoir.

- Toutes les adhérentes disposent déjà de leurs propres réseaux de commercialisation, très souvent informels, ce qui impacte sensiblement leur développement sur le marché.
- La timidité est également un facteur négatif et qui reflète leur état d'esprit de femmes traditionnelles.
- L'exposition et le travail sur commande conditionnent largement leur processus de commercialisation et fait que leur gestion de trésorerie devient de plus en plus difficile.
- La segmentation est l'une des techniques qui paraît la plus difficile pour ces femmes puisqu'elles n'arrivent pas à identifier les besoins de leurs nouvelles clientèles et les répartir en sous-catégories.
- Les NTIC ne sont pas bien exploitées.

2.3.5. Le financement

La problématique du financement est l'une des questions les plus courantes dans le contexte d'affaires marocain, dans la mesure où ces petites entreprises, quelles que soient leurs formes juridiques, dominent le tissu économique marocain. Nous reconnaissons également la faible concurrence du secteur bancaire ce qui rend la dynamique des opérations du financement plus ou moins rigides. Dans cette perspective, nous avons essayé de découvrir les spécificités relatives à la coopérative :

- L'autofinancement, cotisations et solidarité couvrent les dépenses d'investissement de base. Les coopératives démarrent très souvent avec des machines dont elles disposent déjà.
- En ce qui concerne le financement du besoin en fond de roulement, ces femmes ont la possibilité également de gagner quelque mois (entre un et trois mois) pour payer leurs fournisseurs, ce qui leur permet d'alléger relativement leur trésorerie.
- Les trois sur quatre coopératives interrogées dans cette étude n'ont pas et ne préfèrent pas avoir une relation de financement quelconque avec les banques.

2.3.6. Les difficultés familiales

Dans notre réalité marocaine, **les tensions familiales** deviennent de plus en plus intenses quand la femme commence à travailler, dans la mesure où notre société subit une profonde transformation en quittant lentement l'ancien modèle traditionnel vers un nouveau où la femme a sa place comme acteur principal du changement social :

- Nous avons déjà cité les réticences liées à la peur de donner sa CIN pour validation auprès du tribunal. Nous retrouvons à ce niveau le même fait, mais cette fois-ci c'est un homme qui a explicitement refusé à ce que sa femme soit signataire de n'importe quel papier qui pourrait l'engager d'une manière ou d'une autre.
- Nous retrouvons ces tensions avec le mari généralement quand il y a des enfants. Cependant, La femme arrive à convaincre son mari de l'importance de l'adhésion à une coopérative pour l'aider à prendre en charge les enfants.
- Le déplacement est également mal vu et parfois on le considère comme une sorte de trahison à l'égard de l'image de leur mari. Toutefois, certaines interviewées ont

confirmé avoir une bonne relation avec le conjoint et qu'il faut juste savoir bien gérer son temps.

- Un autre élément exceptionnel qui reflète largement la culture marocaine est la pression des voisins sur la femme. Les adhérentes sentent une sous-estimation de la part de leurs voisins puisqu'elles travaillent dans des coopératives, ce qui confirme l'image dégradée et les stéréotypes que nous avons sur l'économie sociale et solidaire.

Parmi les facteurs qui nous ont interpellés en tant que chercheurs, ce sont les **discriminations** que subissent les femmes en général. En leur posant cette question nous avons remarqué que les réponses étaient relativement différentes :

- A partir de leur contexte socioéconomique, les femmes qui font des expositions confirment qu'il existe quelques comportements de discrimination à leur égard vu qu'elles n'étaient pas prises en charge par les organisateurs et nous signalons à ce niveau que leur situation financière est très vulnérable...
- Le focus group que nous avons réalisé nous a permis de soulever que la discrimination est d'abord une affaire familiale (père, mari, frère, voisin...).
- L'une des femmes leader d'une coopérative insiste sur la discrimination qu'elle a subie de la part d'un *Caïd*³ puisqu'il n'a pas accepté le fait qu'une coopérative soit créée dans la région sans qu'il en soit informé à l'avance.
- Une adhérente dans une coopérative nous a expliqué que cette question de discrimination dépend largement de la façon avec laquelle les femmes se présentent et parlent.

2.3.7. Contraintes particulières

Afin de donner à ces femmes entrepreneures plus de liberté pour qu'elles s'expriment de manière libre et également dans l'ambition de trouver des éléments que nous n'avons pas pris en considération lors de l'élaboration de notre guide d'entretiens, nous avons formulé une question pour savoir si elles veulent éventuellement parler de **contraintes particulières** :

- Plusieurs ont confirmé qu'elles ont des lacunes en langues étrangères de manière générale ce qui impacte sensiblement leur développement.
- Lors de la création de leurs coopératives et montage de leurs projets, elles ont remarqué que le bureau de coopération n'a pas un capital humain suffisant dans une ville comme Casablanca. Autrement dit : toutes ces coopératives sollicitent la même personne au sein du bureau de coopération à Casablanca ce qui légitime en quelque sorte la lourdeur des procédures.
- Les interviewées confirment que les problèmes de commercialisation se confirment pour devenir un enjeu majeur, « ceci impacte de manière significative notre trésorerie et nous oblige à recruter d'autres femmes pour diverses raisons » témoigne une adhérente.

³Le caïd représente le ministère de l'Intérieur en tant qu'agent d'autorité

- La gestion de leur coopérative représente un défi de taille, (Préparation des bons de commandes, devis, factures, relation avec la banque, et enregistrement des opérations sur le registre...). Elles confirment qu'elles ne sont pas formées en gestion.

2-3-7 Propositions

Comme dans tout travail de terrain, nous avons donné la parole à nos interviewées pour qu'elles formulent des propositions qu'elles jugent importantes pour améliorer l'accès des femmes à l'entrepreneuriat coopératif :

- Ces coopératives souhaitent bénéficier d'un système de sécurité sociale adapté à leurs besoins et qui prend en considération leurs contraintes de travail ;
- Le local représente un défi très important qui bloque en quelque sorte les initiatives dans ce sens ;
- Une des femmes avoue que l'aide ne doit pas être toujours en financement : d'autres aspects sont également importants comme la formation en gestion ;
- Elles recommandent finalement que la confiance doit être rétablie pour que la coopérative puisse jouer son rôle dans le développement de la société.

2.3.8. Discussion des résultats de l'étude

Dans cette dernière partie, nous souhaitons mener une discussion scientifique sur la faiblesse de l'entrepreneuriat coopératif dans la région de Casablanca-Settat à la lumière des résultats obtenus dans les entretiens et focus groups. Notre objectif est de donner un sens à ces résultats et déclencher des tensions entre des zones où nous avons un savoir et d'autre où il existe à non savoir⁴ tout en gardant l'esprit de la critique épistémologique et donc prendre de la distance nécessaire au niveau des interprétations.

Le Maroc comme la majorité des pays dit tiers-mondistes a eu son indépendance dans les années cinquante, et depuis il s'est engagé dans une course vers le développement sans déterminer préalablement les voies qui permettraient la concrétisation d'un tel processus complexe.

L'échec de toutes les politiques qui ont été mises en place depuis les années soixante et celles du programme d'ajustement structurel imposé par le Fond Monétaire International ont conduit le pays vers une hémorragie sociale. Autrement dit, nous avons accepté de rééquilibrer nos finances publiques au détriment du tissu social.

Les politiques industrielles et notamment celles de l'industrialisation par substitution aux importations ont été condamnées à l'échec puisque le milieu social et culturel n'était pas suffisamment préparé à ces transformations profondes.

À partir de 1990, les travaux d'Amartya SEN vont dominer l'économie du développement en proposant une nouvelle lecture qui favorise, cette fois-ci, non pas la création des pôles de compétitivité avancés comme le faisaient les structuralistes en économie du développement mais plutôt d'aller directement vers les couches les plus vulnérables et les aider à développer

⁴ Popper K, *La logique des sciences sociales* Quatrième thèse, 1979, P :76

leurs petites activités informelles pour avoir un revenu et dépasser de manière autonome le seuil de la pauvreté.

On parle de l'économie sociale et solidaire et dans cette perspective nous soulignons que les premières machines qui ont animé l'esprit de la révolution industrielle et qui ont permis une spécialisation avancée et donc de réaliser des gains en productivité ont été développées par des illettrés⁵ qui travaillaient dans des coopératives entre 1710 et 1720 bien avant celle de WATT.

Dès lors, l'histoire de la révolution industrielle qui a transformé le monde occidental développé tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est rien que l'histoire de coopératives courageuses.

Reste à savoir quelles sont les motivations qui ont animé ces empiristes pour innover et être si créatifs. Pour répondre à cette question, nous devons rappeler un ancien débat entre Karl MARX et Max WEBER. Karl MARX disait que les facteurs matériels conditionnent la réussite des êtres humains « *le matérialisme historique* » tandis que Max WEBER acceptait également cette conception tout en accordant le *prima* aux facteurs immatériels⁶ pour dire que la réussite du capitalisme en Europe était basée essentiellement sur les valeurs issues du protestantisme.

Dans le contexte de la coopérative féminine casablancaise, nous avons pu déterminer plusieurs facteurs qui bloquent l'avancement des coopératives étudiées et rendent donc potentiellement les initiatives entrepreneuriales conditionnées par le dépassement de ces défis. Parmi ces défis, on trouve :

- La domination de l'économie informelle qui fait que le passage vers un cadre légal n'est pas une priorité⁷. De plus, la lourdeur de la bureaucratie marocaine, les abus de pouvoir et la réticence de certaines personnes par rapport aux changements des procédures découragent les femmes qui souhaitaient d'abord et avant tout améliorer leurs conditions de vie ;
- L'absence quasi-totale de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le refus systémique du financement bancaire ainsi que les différents problèmes de gestion reflètent largement le niveau d'instruction relativement faible de ces femmes ;
- Les tensions familiales ainsi que les différentes formes de discrimination font que parfois ces femmes se retrouvent marginalisées et ne peuvent plus exercer leurs activités.

Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons dire que les facteurs qui expliquent la faiblesse de l'entrepreneuriat coopératif sont d'abord culturels et reflètent particulièrement la situation du contexte d'affaires de ces femmes en économie sociale et solidaire.

⁵ Paul Bairoch, *le Tiers monde dans l'impasse*, Idées Gallimard, Paris 1971, pp. 23

⁶ Robert E. BALDWIN, *Essor économique et développement, les nouveaux horizons 1974*, pp. 108

⁷ L'imposition des chèques dans les règlements par le marché se fait de manière lente et fait que le cadre informel garde toujours sa place.

Les parties prenantes des coopératives telles que l'administration publique, la banque, la famille, le marché sont des structures sociales dont la performance est conditionnée par les motivations des gens qui les conduisent.

Il est tout à fait évident que nos actions ne sont que l'image de notre propre culture (système de valeurs, normes de conduite, histoire, imaginaires collectifs...) et reflètent nos motivations. Nous pouvons dire à ce niveau que la réussite de ces coopératives est conditionnée largement par un climat social où des tensions s'intensifient davantage sur le travail des femmes.

Nous pouvons alors dégager quelques pistes (**Hypothèses**) qui peuvent faire l'objet d'une vérification empirique : « Existe-t-il une relation entre la bureaucratie, la structure de la famille, la qualité de l'actionnariat, le climat d'affaires (relation avec la banque, fournisseurs, clients...) la localisation géographique et l'entrepreneuriat coopératif féminin ? »

La crise sanitaire a frappé de plein fouet l'économie nationale. Ainsi pouvons-nous proposer comme prolongement à ce travail de recherche d'étudier l'impact de la pandémie qui rend plus problématique la visibilité des efforts des femmes dans la création et la gestion des coopératives.

BIBLIOGRAPHIE

AHROUCH S., Les coopératives au Maroc : enjeux et évolution, actes du colloque européen de l'ACI « Les contributions des coopératives à une économie plurielle », Lyon, 2-4 septembre 2010.

BAIROCH P., le Tiers monde dans l'impasse, Idées gallimard, Paris 1971, pp. 23.

BENMAHANE M. et RABHI D., 2015, Les coopératives marocaines : Quels outils de gestion pour une meilleure performance?, International Journal of Innovation and Applied Studies ISSN 2028-9324 Vol. 11 No. 3 Jun. 2015, pp. 615-622

DESCHENAUX F., La reconnaissance de la recherche qualitative dans les champs scientifiques, Vol. 32(1), pp. 26-56. 2013, ISSN 1715-8702 , en ligne, <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

DUFRENSE C. , Portrait de l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec réalisé dans le cadre du projet « Promouvoir et renforcer l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec – Pour des outils et des dispositifs d'accompagnement en entrepreneuriat égalitaires et équitables. », 30 novembre 2015.

DUMEZ H, « Quelle est votre posture épistémologique ? », Le Libellio d'AEGIS, Vol. 6, n° 4 – Hiver 2010, P:4-6-12

E.BALDWIN R., Essor économique et développement, les nouveaux horizons 1974, pp, 108

FATIMATOU B. (2009). Entrepreneuriat féminin, gouvernance et performance en Afrique. Acte de colloque/ Proceedings. Business and entrepreneurship in Africa. Université Laval, p. 15-93.

Fortin, M.- F. (2010), Fondements et étapes du processus de recherche (2e éd.). Montréal : Chenelière Éducation.

NIA H. et ATTOUCH H. (2015) «Entrepreneuriat coopératif et inclusion socioéconomique des populations défavorisées au Maroc» in Cahiers de Recherche en Sciences de Gestion CARESGE, n° 2, FSJES Oujda. Entrepreneuriat coopératif et inclusion socioéconomique des populations défavorisées au Maroc

OIT (2002), «Recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives», Genève, BIT (disponible à l'adresse: http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO:12100:P12100_INSTRUMENT_ID:312531:NO).

Site officiel de la Banque Mondiale, en ligne

<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/02/16/morocco-lets-nothing-go-to-waste>

<http://id.erudit.org/iderudit/1030155ar> DOI: 10.7202/1030155ar

Site officiel de l'Office du développement de la coopération : <http://www.odco.gov.ma>